

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2012/27105]

28 JUIN 2012. — Arrêté du Gouvernement wallon adoptant définitivement la révision partielle du plan de secteur de Dinant-Ciney-Rochefort portant sur l'inscription d'une zone d'extraction et d'une zone agricole à Yvoir (Dorinne et Spontin)

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie, notamment les articles 1^{er}, 22, 23, 25, 32, 35, 37 et 42 à 46;

Vu le schéma de développement de l'espace régional adopté par le Gouvernement wallon le 27 mai 1999;

Vu l'arrêté royal du 22 janvier 1979 établissant le plan de secteur de Dinant-Ciney-Rochefort, ayant fait l'objet de plusieurs modifications;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 décidant la mise en révision du plan de secteur de Dinant-Ciney-Rochefort (planches n^{os} 53/4 et 54/1) et adoptant l'avant-projet de révision du plan en vue de l'inscription d'une zone d'extraction, d'une zone agricole et d'une zone d'espaces verts à Yvoir;

Vu l'arrêté du 10 mai 2007 décidant de faire réaliser une étude d'incidences sur l'avant-projet de révision du plan de secteur de Dinant-Ciney-Rochefort en vue de l'inscription d'une zone d'extraction, d'une zone agricole et d'une zone d'espaces verts sur le territoire de la commune d'Yvoir;

Considérant la déclaration de politique régionale wallonne présentée au Parlement wallon le 16 juillet 2009;

Considérant l'étude d'incidences sur l'avant-projet de plan de secteur réalisée par la SA Pissart, Environnement et Architecture, dûment agréée conformément à l'article 42 du Code; considérant que le document final de l'étude a été déposé le 10 mars 2010;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 avril 2011 adoptant provisoirement la révision partielle du plan de secteur de Dinant-Ciney-Rochefort portant sur l'inscription d'une zone d'extraction et d'une zone agricole à Yvoir (Dorinne et Spontin);

Considérant que l'enquête publique a été organisée du 10 octobre 2011 au 23 novembre 2011 conformément aux articles 4, 43 et 46 du Code; qu'une réunion d'information s'est tenue le 24 octobre 2011;

Vu les réclamations et observations introduites au cours de l'enquête publique;

Vu le procès-verbal de la réunion de concertation qui s'est tenue le 23 novembre 2011;

Vu l'avis favorable de la Commission consultative d'Aménagement du Territoire et de Mobilité d'Yvoir du 12 décembre 2011;

Vu l'avis favorable du conseil communal d'Yvoir du 29 décembre 2011;

Vu l'avis favorable du Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable du 26 mars 2012;

Vu l'avis favorable de la Commission régionale d'Aménagement du Territoire du 12 avril 2012;

Considérant les remarques et observations émises au cours de l'enquête publique, émanant de :

— VIVAQUA SCRL, rue aux Laines, 70, 1000 Bruxelles;

— L'Association pour la Défense des Sites et Vallées du namurois (ADSVN) ASBL, rue Nanon 98, 5000 Namur;

Considérant que ces courriers ne s'opposent pas à la révision du plan de secteur et émettent uniquement des recommandations à prendre en considération lors du dépôt et l'examen de la demande de permis ultérieure ainsi que des conditions à respecter lors de sa délivrance éventuelle, destinées à maintenir l'activité et les tonnages actuels ainsi que la finalité actuelle de l'exploitation - savoir la production de pierres de taille à vocation architecturale et décorative -, à prévoir une intégration paysagère de l'extension, notamment par l'implantation d'une zone tampon du côté du Ry d'Août, et à limiter les risques de pollution des eaux souterraines et du cours d'eau voisin;

Considérant que le CWEDD insiste en outre sur la nécessité de prévoir un plan de réaménagement après exploitation, notamment sur la partie prévue initialement en zone d'espaces verts à l'avant-projet de plan de secteur, ainsi que sur la nécessité de trouver une solution pour l'accès à une parcelle agricole qui serait enclavée;

Considérant le souhait émis par la CRAT de maintenir l'inscription de 6 hectares en zone d'extraction prévue à l'avant-projet de plan de secteur;

Considérant que le Gouvernement entend répondre comme suit à ces remarques et observations :

Considérant la faible superficie de la zone concernée par la présente révision; qu'il n'entre pas dans les intentions du carrier de modifier la finalité actuelle de l'exploitation et que, par ailleurs, des conditions peuvent être imposées dans le permis unique en vue de garantir une exploitation artisanale du gisement;

Considérant que l'étude d'incidences de plan indique que la nouvelle zone d'extraction serait effectivement plus visible des hauteurs du village de Dorinne en raison de l'absence de rideau arbustif fourni le long du ruisseau à cet endroit; que l'étude y préconise la mise en place d'une zone tampon; que cette question relève du permis unique et sera examinée dans ce cadre; que des listes d'arbres établies par le Gouvernement wallon ont d'ailleurs d'ores et déjà transmises au carrier qui entend configurer son dossier en prévoyant l'utilisation des espèces végétales qui y sont préconisées;

Considérant que la question soulevée par le CWEDD quant au plan de réaménagement - notamment sur la partie prévue en zone d'espaces verts à l'avant-projet de plan de secteur - a trouvé réponse dans le projet de plan de secteur dans la mesure où le Gouvernement a retenu la proposition de l'auteur de l'étude de maintenir cette partie du site en zone d'extraction plutôt que de l'inscrire en zone d'espaces verts, ce qui permettrait d'activer la procédure de cautionnement afin d'en garantir le réaménagement;

Considérant que la proposition de prescription supplémentaire présentée par l'étude d'incidences, qui envisage un délai de 3 à 10 ans pour un réaménagement de ladite zone, ne semble pas pertinente étant donné que cette zone servirait de dépôt pour les stocks pendant toute la durée de l'exploitation; qu'elle n'a dès lors pas été retenue dans le projet de plan de secteur soumis à enquête; que le Gouvernement n'entend pas revoir cette position;

Considérant que la remarque du CWEDD portant sur l'enclavement d'une parcelle agricole trouve en partie une réponse dans l'arrêté adoptant le projet de plan de secteur dans la mesure où le Gouvernement a retenu l'alternative présentée par l'étude d'incidences permettant d'éviter un enclavement de parcelles; qu'une solution sera présentée par le carrier pour le surplus;

Considérant que la remarque de la CRAT portant sur la superficie réduite de la zone d'extraction inscrite par révision de plan de secteur a fait l'objet de la justification suivante dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 avril 2011 adoptant le projet de plan de secteur;

Considérant qu'aucun forage n'a été réalisé dans les terrains demandés en extension dans le prolongement ouest de la carrière actuelle; que seuls des sondages électriques et des prospections géophysiques ont été réalisés; que des investigations supplémentaires ont été demandées, mais qu'aucun sondage complémentaire n'a été effectué au-delà d'une bande de 100 m de la limite ouest de la zone d'extraction actuelle;

Considérant dès lors l'absence d'éléments précis permettant de qualifier la lithologie au-delà de cette bande de terrains;

Considérant qu'aucun nouvel argument n'a été produit depuis lors; que, pour ces motifs, le Gouvernement n'entend dès lors toujours pas retenir la proposition de la CRAT;

Considérant que les modifications du régime hydrologique et hydrogéologique à attendre sont réduites compte tenu des superficies concernées et du faible rabattement de la nappe nécessaire; que seule une augmentation de l'eau de ruissellement à pomper peut être attendue; que ces questions seront étudiées lors de l'examen de la demande de permis nécessaire à la mise en œuvre de la zone d'extraction;

Considérant enfin que le site pourrait devenir propice au développement d'une certaine biodiversité à l'issue de l'exploitation;

Considérant par ailleurs que la compensation consiste à figer une situation existante;

Considérant qu'aucune contrainte humaine ou environnementale majeure n'a été relevée à ce stade de l'examen du projet;

Considérant qu'au terme de l'examen des différents enjeux en présence le Gouvernement retient de privilégier la poursuite de l'activité extractive et le maintien de l'emploi sur le site;

Sur proposition du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,

Arrête :

Article 1^{er}. La modification partielle des planches n^{os} 53/4 et 54/1 du plan de secteur de Dinant-Ciney-Rochefort portant sur l'inscription d'une zone d'extraction et d'une zone agricole sur le territoire de la commune d'Yvoir est adoptée définitivement conformément à la carte ci-annexée.

Art. 2. La déclaration environnementale produite en application de l'article 44 du Code est annexée au présent arrêté.

Art. 3. Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 28 juin 2012.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Déclaration environnementale relative à l'adoption définitive de la révision du plan de secteur de Dinant-Ciney-Rochefort portant sur l'inscription d'une zone d'extraction et d'une zone agricole sur le territoire de la commune d'Yvoir (Dorinne et Spontin)

La présente déclaration environnementale est requise en vertu du prescrit de l'article 44 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie (CWATUPE). Elle accompagne l'arrêté du Gouvernement wallon adoptant définitivement la révision du plan de secteur de Dinant-Ciney-Rochefort portant sur l'inscription d'une zone d'extraction et d'une zone agricole sur le territoire de la commune d'Yvoir (Dorinne et Spontin).

Ce texte résume la manière dont les considérations environnementales ont été intégrées dans la révision du plan de secteur et dont l'étude d'incidences, les avis, les réclamations et les observations ont été pris en considération.

La déclaration résume également les raisons des choix du plan tel qu'adopté compte tenu des autres solutions raisonnables envisageables.

Objet de la révision du plan de secteur

La révision du plan de secteur de Dinant-Ciney-Rochefort consiste en l'inscription, sur des terrains affectés initialement en zone agricole, d'environ 3,9 hectares de zone d'extraction en vue de permettre à la SA Carrières des Nutons de poursuivre sa production de calcaire tournaisien supérieur particulièrement riche en crinoïdes - dit petit granit -, à usage de pierre de construction, de roche ornementale et matériau de génie civil. Elle vise en fait le déplacement d'une zone d'extraction mal localisée, en vue de permettre la poursuite de l'exploitation d'une entreprise dont le principe de l'extension était acquis dès l'adoption du plan de secteur en 1979. La zone d'extraction mal localisée serait en compensation reconvertie en zone agricole pour une même superficie.

La révision porte ainsi sur l'inscription d'une zone d'extraction de ± 3,9 ha ainsi que sur l'inscription de ± 3,9 ha de zone agricole en compensation.

Chronologie de la révision du plan de secteur

La révision du plan de secteur a été soumise à la procédure prévue aux articles 42 à 44 du CWATUPE.

Par arrêté du 30 novembre 2006, le Gouvernement a décidé la mise en révision du plan de secteur de Dinant-Ciney-Rochefort (planches n^{os} 53/4 et 54/1) et a adopté l'avant-projet de révision du plan en vue de l'inscription d'une zone d'extraction, d'une zone agricole et d'une zone d'espaces verts à Yvoir.

Par arrêté du 10 mai 2007, le Gouvernement a décidé de faire réaliser une étude d'incidences sur l'avant-projet de révision du plan de secteur de Dinant-Ciney-Rochefort en vue de l'inscription d'une zone d'extraction, d'une zone agricole et d'une zone d'espaces verts sur le territoire de la commune d'Yvoir.

L'étude d'incidences sur l'avant-projet de plan de secteur a été réalisée par la SA Pissart, Environnement et Architecture, dûment agréée conformément à l'article 42 du Code. Le document final de l'étude a été déposé le 10 mars 2010.

L'arrêté du Gouvernement wallon du 7 avril 2011 adopte provisoirement la révision partielle du plan de secteur de Dinant-Ciney-Rochefort portant sur l'inscription d'une zone d'extraction et d'une zone agricole à Yvoir (Dorinne et Spontin).

L'enquête publique a été organisée du 10 octobre 2011 au 23 novembre 2011 conformément aux articles 4, 43 et 46 du Code. Une réunion d'information s'est tenue le 24 octobre 2011.

Une réunion de concertation s'est tenue le 23 novembre 2011.

Deux courriers ont été introduits au cours de l'enquête publique.

L'avis de la Commission consultative d'Aménagement du Territoire et de Mobilité d'Yvoir du 12 décembre 2011 est favorable au projet.

L'avis du conseil communal d'Yvoir du 29 décembre 2011 est favorable au projet.

L'avis du Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable du 26 mars 2012 est favorable.

L'avis de la Commission régionale d'Aménagement du Territoire du 12 avril 2012 est favorable au projet.

Considérations environnementales

La demande de la SA Carrières des Nutons portait sur l'inscription - sur des terrains initialement affectés en zone agricole -, de 6 hectares de zone d'extraction, sur une largeur d'environ 300 mètres, en vue de permettre la poursuite sa production de petit granit. Les compensations proposées initialement consistaient en la reconversion de parties de zone d'extraction en zone agricole et en zone d'espaces verts, pour une superficie équivalente à celle de la zone d'extraction sollicitée;

La présente révision porte finalement sur l'inscription d'une zone d'extraction de $\pm 3,9$ ha ainsi que sur l'inscription de $\pm 3,9$ ha de zone agricole en compensation.

La préoccupation principale de ce dossier a porté sur la présence du gisement dans les terrains convoités par le carrier.

Aucun forage n'a en effet été réalisé dans les terrains demandés en extension dans le prolongement ouest de la carrière actuelle. Seuls des sondages électriques et des prospections géophysiques ont été réalisés. Des investigations supplémentaires ont été demandées au carrier mais aucun sondage complémentaire n'a été effectué au-delà d'une bande de 100 m de la limite ouest de la zone d'extraction actuelle. Il a dès lors été conclu à l'absence d'éléments précis permettant de qualifier la lithologie au-delà de cette bande de terrains.

Ces éléments motivent le fait que le Gouvernement ne retient pas la proposition récurrente de la Commission régionale d'Aménagement du Territoire visant à inscrire une superficie de zone d'extraction plus vaste, correspondant à la demande initiale.

La demande initiale du carrier aurait permis la poursuite de l'exploitation pendant une centaine d'années. L'auteur de l'étude d'incidences estime ce délai élevé, les documents de référence faisant généralement état d'un délai supplémentaire d'exploitation de 30 ans. La variante proposée par l'étude d'incidences respecte cette durée d'exploitation et ne serait dès lors pas préjudiciable à sa poursuite.

L'étude d'incidences note que la carrière actuelle et les zones de compensations de l'avant-projet sont inscrites dans le périmètre de prévention éloignée d'un captage à usage alimentaire exploité par VIVAQUA. La zone d'extraction demandée en extension n'est donc pas reprise dans ce périmètre.

Le niveau de la nappe aquifère correspond au fond de la carrière. L'exhaure pratiquée par la carrière est uniquement destinée à l'évacuation des eaux pluviales et, durant la période de nappe haute, au rabattement de la nappe sur un ou deux mètres maximum. Ce rabattement reste suffisamment limité en quantité et dans le temps pour ne pas générer d'impact global sur la nappe.

Les modifications du régime hydrologique et hydrogéologique à attendre sont réduites compte tenu des faibles superficies concernées et du faible rabattement de la nappe nécessaire. Seule une augmentation de l'eau de ruissellement à pomper peut être attendue et l'étude indique qu'il conviendrait d'être attentif aux impacts éventuels de ces rejets sur le milieu aquatique. Ces recommandations seront concrétisées lors de la mise en œuvre du projet.

L'étude d'incidences considère que la nouvelle zone d'extraction serait plus visible des hauteurs du village de Dorinne en raison de l'absence de rideau arbustif fourni le long du ruisseau à cet endroit. Elle recommande dès lors la mise en place d'une zone tampon au nord de la nouvelle zone. Ces considérations seront traduites dans le dossier nécessaire à la mise en œuvre de la zone.

L'étude ne relève aucune nuisance particulière quant au charroi actuel et futur lié à la carrière, aucun problème lié au bruit, aucun élément de la flore ou de la faune particulièrement remarquable ou à protéger sur les terrains concernés.

Elle indique encore que le site pourrait devenir propice au développement d'une certaine biodiversité à l'issue de l'exploitation. La compensation consiste par ailleurs à figer une situation existante.

L'étude d'incidences de plan propose en synthèse des variantes consistant en :

— la réduction de la superficie de la zone d'extraction proposée à l'avant-projet par sa limitation à environ 150 m à l'ouest de la zone d'extraction actuelle ainsi que sa légère extension au nord et au sud en fonction de la géologie et en vue de la réalisation d'un périmètre tampon;

— la modification légère du périmètre de la zone agricole par le maintien d'une bande de terrains en zone d'extraction afin de mieux se raccorder à la nouvelle zone d'extraction compte tenu des données géologiques;

— et, les superficies à compenser étant dès lors réduites, le maintien de la zone d'extraction à l'est plutôt que son transfert en zone d'espaces verts, avec une proposition de prescription supplémentaire visant à assurer son réaménagement dans un délai de 3 à 10 ans.

Le Gouvernement ne retient pas cette proposition de prescription supplémentaire, la zone en question devant continuer à être utilisée comme zone de dépôt par le carrier. Son réaménagement sera prévu dans le permis nécessaire à la mise en œuvre du site.

Au cours de l'enquête publique, la société VIVAQUA a insisté sur le respect du prescrit de l'arrêté adoptant la zone de prévention éloignée du captage de Spontin et a fait part de son souhait de voir imposer une série de mesures de protection particulières destinées à limiter les risques de pollution des eaux souterraines, à insérer dans le futur permis nécessaire à la mise en œuvre de la zone d'extraction. Pour sa part, l'Association de Défense des Sites et Vallées du namurois demande en outre de maintenir l'activité et les tonnages actuels et la finalité actuelle de l'exploitation -à savoir la production de pierres de taille à vocation architecturale et décorative-, de prévoir une intégration paysagère de l'extension - notamment par l'implantation d'une zone tampon du côté du Ry d'Août - et de limiter les risques de pollution des eaux souterraines et du cours d'eau voisin. Les réclamants ne soulèvent donc pas d'objection à la révision du plan de secteur et formulent uniquement des recommandations relatives à la mise en œuvre de la zone d'extraction qui seront affinées dans la procédure de permis nécessaire.

C'est en conclusion le périmètre réduit proposé dans les variantes de l'étude d'incidences de plan que le Gouvernement retient dans l'arrêté adoptant définitivement la révision du plan de secteur de Dinant-Ciney-Rochefort.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 juin 2012 adoptant définitivement la révision partielle du plan de secteur de Dinant-Ciney-Rochefort portant sur l'inscription d'une zone d'extraction et d'une zone agricole à Yvoir (Dorinne et Spontin).

Namur, le 28 juin 2012.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Le 12 avril 2012

Avis de la CRAT relatif au projet de révision du plan de secteur de Dinant-Ciney-Rochefort en vue de l'extension de la zone d'extraction de la carrière dite « Trou des Chats » et de l'inscription d'une zone agricole à Dorinne et Spontin (Yvoir)

1. INTRODUCTION

1.1. Saisine et réponse

— Par son courrier reçu le 22 février 2012, la DGO4 a sollicité l'avis de la Commission régionale d'Aménagement du Territoire (CRAT) sur ledit projet.

— Conformément à l'article 43, § 4, du CWATUPE, l'avis de la CRAT porte sur le dossier comprenant le projet de plan accompagné de l'étude d'incidences et des réclamations, observations, procès-verbaux et avis émis durant l'enquête publique.

— La CRAT a pris connaissance et analysé l'ensemble des éléments du dossier énumérés ci-dessus.

1.2. Rétroactes

— Le 26 juillet 2007, la CRAT a remis un avis favorable sur le projet d'arrêté et sur le projet du contenu de l'étude d'incidences (réf. : 07/CRAT B.3103);

— Le 18 juillet 2008, la CRAT a émis des remarques relatives à la 1^{re} phase de l'étude d'incidences concernant l'inscription de la zone d'extraction et s'est déclarée défavorable à la poursuite de l'étude (réf. 08/CRAT A.698-AN);

— Le 26 novembre 2009, la CRAT a émis des remarques relatives à la 1^{ère} phase de l'étude d'incidences concernant l'inscription de la zone d'extraction suite aux compléments apportés par l'auteur d'étude et s'est déclarée favorable à la poursuite de l'étude (réf. 09/CRAT A.851-AN);

— Le 20 mai 2010, la CRAT a formulé des remarques concernant la 2^{ème} phase de l'étude d'incidences concernant l'inscription de la zone d'extraction et s'est déclarée favorable à la poursuite de la procédure (réf. : 10/CRAT A.609-AN).

1.3. Description du projet

Le Gouvernement wallon a décidé la révision du plan de secteur de Dinant-Ciney-Rochefort en vue d'inscrire :

- une zone d'extraction de 3,8 ha dans le prolongement sud-ouest de l'actuelle carrière dite « Trou des Chats »;
- une zone agricole de 3,8 ha dans le prolongement sud-est de ladite carrière.

2. AVIS

2.1. Sur la zone d'extraction

La CRAT est favorable à l'inscription de la zone d'extraction.

Elle constate que l'inscription d'une zone d'extraction en extension de la carrière existante apparaît indispensable pour assurer la poursuite de l'exploitation du petit granit.

Elle relève par ailleurs que cette extension n'engendrera pas d'impact important et que les remarques issues de l'enquête relèvent du permis d'environnement et non de la présente révision du plan de secteur.

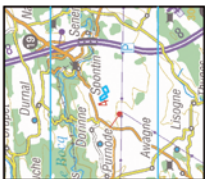
La Commission regrette néanmoins que ses recommandations n'aient pas été intégrées et que l'ensemble des 6 hectares tels que proposés dans l'avant-projet n'aient pas été inscrits en zone d'extraction. Elle soutient que s'il y a un gisement à cet endroit, il convient de le protéger à long terme.

2.2. Sur la zone agricole

La CRAT est favorable à l'inscription de la zone agricole servant de compensation planologique.

Elle appuie la zone proposée comme compensation étant donné que la géologie du site ne correspond pas au gisement exploité. Son affectation en zone agricole lui paraît opportune eu égard à la situation de fait.

P. GOVAERTS,
Président



SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

DIRECTION GENERALE OPERACIONNELLE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE,
DU LOGEMENT, DU PATRIMOINE ET DE L'ENERGIE (DGO 4)

DEPARTEMENT DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'URBANISME

DIRECTION DE L'AMENAGEMENT REGIONAL

Vu pour être annexé à notre arrêté du

Le Ministre-Président
de la Région Wallonne

Philippe HENRY Rudy Demotte

REVISION DU PLAN DE SECTEUR DE DINANT-CINEY-ROCHEFORT

Inscription d'une zone d'extraction et d'une zone agricole
à YVOIR (Dorinne et Spontin)

DECOUPEGE I.G.N.	
534n	541n
534a	541a
538n	545n



La carte originale est double au 1:10 000

0 100 200 300 400 500 600 800 1 000 Mètres

DGO-DATU-DAR-CH-B-FG-30032012 - 09000-385-REV18

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2012/27105]

28. JUNI 2012 — Erlass der Wallonischen Regierung zur endgültigen Annahme der Teilrevision des Sektorenplans Dinant-Ciney-Rochefort betreffend die Eintragung eines Abbaugebiets und eines Agrargebiets in der Gemeinde Yvoir (Dorinne und Spontin)

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuchs über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie, insbesondere der Artikel 1, 22, 23, 25, 32, 35, 37 und 42 bis 46;

Aufgrund des am 27. Mai 1999 durch die Wallonische Regierung verabschiedeten Entwicklungsplans des regionalen Raums;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 22. Januar 1979 zur Festlegung des Sektorenplans Dinant-Ciney-Rochefort, der mehrmals abgeändert wurde;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006, durch den beschlossen wird, dass der Sektorenplan Dinant-Ciney-Rochefort (Karten 53/4 und 54/1) einer Revision zu unterziehen ist, und durch den der Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans zwecks Eintragung eines Abbaugebiets, eines Agrargebiets und eines Grüngebiets in Yvoir angenommen wird;

Aufgrund des Erlasses vom 10. Mai 2007, durch den beschlossen wird, eine Umweltverträglichkeitsprüfung über den Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans Dinant-Ciney-Rochefort zwecks der Eintragung eines Abbaugebiets, eines Agrargebiets und eines Grüngebiets auf dem Gebiet der Gemeinde Yvoir durchführen zu lassen;

In Erwägung der wallonischen regionalpolitischen Erklärung, die dem wallonischen Parlament am 16. Juli 2009 vorgelegt wurde;

Aufgrund der Umweltverträglichkeitsprüfung über den Vorentwurf des Sektorenplans, die von der gemäß Artikel 42 des Gesetzbuches ordnungsgemäß zugelassenen SA "Pissart, Environnement et Architecture" durchgeführt worden ist; in der Erwägung, dass das abschließende Dokument der Untersuchung am 10. März 2010 abgegeben wurde;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. April 2011 zur vorläufigen Annahme der Teilrevision des Sektorenplans Dinant-Ciney-Rochefort betreffend die Eintragung eines Abbaugebiets und eines Agrargebiets in Yvoir (Dorinne und Spontin);

In der Erwägung, dass die öffentliche Untersuchung vom 10. Oktober 2011 bis zum 23. November 2011 gemäß den Artikeln 4, 43 und 46 des Gesetzbuches organisiert worden ist, und dass eine Informationsversammlung am 24. Oktober 2011 stattgefunden hat;

Aufgrund der zwei Bemerkungen und Beobachtungen, die während der öffentlichen Untersuchung eingereicht worden sind;

Aufgrund des Protokolls der Konzertierungsversammlung, die am 23. November 2011 stattgefunden hat;

Aufgrund des am 12. Dezember 2011 durch den Beratungsausschuss für Raumordnung und Mobilität Yvoir abgegebenen günstigen Gutachtens;

Aufgrund des günstigen Gutachtens des Gemeinderates Yvoir vom 29. Dezember 2011;

Aufgrund des günstigen Gutachtens des Wallonischen Umweltrates für eine nachhaltige Entwicklung vom 26. März 2012;

Aufgrund des günstigen Gutachtens des Regionalausschusses für Raumordnung vom 12. April 2012;

In Erwägung der Bemerkungen und Beobachtungen, die während der öffentlichen Untersuchung durch die folgenden Parteien geäußert worden sind:

— "VIVAQUA SCRL" », rue aux Laines 70, 1000 Brüssel

— die "Association pour la Défense des Sites et Vallées du namurois (ADSVN) ASBL" », rue Nanon 98, 5000 Namur;

In der Erwägung, dass sich diese Schreiben der Revision des Sektorenplans nicht widersetzen und lediglich Empfehlungen äußern, die bei der Einreichung und während der Untersuchung des nachträglichen Genehmigungsantrags zu berücksichtigen sind, sowie Bedingungen, die bei der etwaigen Erteilung dieser Genehmigung zu beachten sind, und dazu bestimmt sind, die heutige Aktivität, die gegenwärtigen Leistungen und die heutige Zweckbestimmung des Betriebs – nämlich die Erzeugung von Werksteinen mit baulicher und dekorativer Zweckbestimmung – zu erhalten, eine landschaftliche Integration der Erweiterung vorzusehen, insbesondere durch die Einrichtung einer Pufferzone auf der Seite des "Ry d'Août", und die Gefahr einer Verschmutzung des Grundwassers und des benachbarten Wasserlaufes zu begrenzen;

In der Erwägung, dass der CWEDD außerdem auf die Notwendigkeit dessen beharrt, einen Wiederherstellungsplan nach der Bewirtschaftung vorzusehen – insbesondere auf dem ursprünglich im Vorentwurf des Sektorenplans als Grüngebiet bestimmten Teil –, sowie auf die Notwendigkeit dessen, eine Lösung für den Zugang zu einer landwirtschaftlichen Parzelle, die umschlossen wird, zu finden;

In Erwägung des Wunsches des CRAT, die im Vorentwurf des Sektorenplans vorgesehene Eintragung von 6 ha als Abbaugebiet beizubehalten;

In der Erwägung, dass die Regierung die Absicht hat, auf diese Bemerkungen und Beobachtungen folgendermaßen zu antworten:

In Erwägung der geringen Fläche des durch die vorliegende Revision betroffenen Gebiets; in der Erwägung, dass der Steinbruchbetreiber gar nicht beabsichtigt, die heutige Zweckbestimmung des Betriebs zu verändern, und dass außerdem Bedingungen in der Globalgenehmigung auferlegt werden können, mit dem Ziel, eine handwerkliche Bewirtschaftung des Vorkommens zu gewährleisten;

In der Erwägung, dass die Plan-Umweltverträglichkeitsprüfung bestätigt, dass das neue Abbaugebiet tatsächlich von den Höhenlagen des Dorfes Dorinne aus aufgrund einer fehlenden Strauchkulisse entlang des Baches an dieser Stelle sichtbar wäre; dass die Prüfung empfiehlt, dort eine Pufferzone einzurichten; dass diese Frage in Zusammenhang mit der Globalgenehmigung steht und in diesem Rahmen untersucht werden soll; dass übrigen Listen von Bäumen, die durch die Wallonische Regierung aufgestellt wurden, dem Steinbruchbetreiber bereits übermittelt worden sind, welcher die Absicht hat, seine Akte so zu gestalten, indem er die Verwendung der in diesen Listen empfohlenen Pflanzenarten berücksichtigt wird;

In der Erwägung, dass die von dem CWEDD hervorgehobene Frage des Wiederherstellungsplans – insbesondere auf dem im Vorentwurf des Sektorenplans als Grüngelände bestimmten Teil – im Entwurf des Sektorenplans gelöst worden ist, indem die Regierung den Vorschlag des Urhebers der Umweltverträglichkeitsprüfung angenommen hat, diesen Teil des Standortes in einem Abbaugelände zu erhalten statt ihn als Grüngelände einzutragen, was die Einsetzung des Verfahrens der Sicherheitsleistung erlauben würde, um die Wiederherstellung dieses Teils zu gewährleisten;

In der Erwägung, dass der in der Umweltverträglichkeitsprüfung dargelegte Vorschlag einer zusätzlichen Vorschrift, der eine Frist von 3 bis 10 Jahren für eine Wiederherstellung des besagten Gebiets vorsieht, nicht relevant scheint, da dieses Gelände als Lager für die Vorräte während der gesamten Dauer der Bewirtschaftung dienen soll; dass er daher in dem einer Untersuchung unterliegenden Entwurf des Sektorenplans nicht berücksichtigt wurde; dass die Regierung keine Absicht hat, diese Stellungnahme zu ändern;

In der Erwägung, dass die Bemerkung des CWEDD über die Umschließung einer landwirtschaftlichen Parzelle ihre Lösung teilweise in dem Erlass zur Annahme des Entwurfs des Sektorenplans findet, insofern die Regierung die von der Umweltverträglichkeitsprüfung dargelegte Alternative vorgezogen hat, welche die Umschließung von Parzellen zu vermeiden erlaubt; dass zudem eine Lösung von dem Steinbruchbetreiber vorgelegt werden soll;

In der Erwägung, dass die Bemerkung des CRAT über die geringe Fläche des durch die Revision des Sektorenplans eingetragenen Abbaugeländes Gegenstand der folgenden Rechtfertigung in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. April 2011 zur Annahme des Entwurfs des Sektorenplans gewesen ist:

«In der Erwägung, dass keine Bohrung auf den als Erweiterung in der östlichen Verlängerung des heutigen Steinbruchs erforderlichen Grundstücken durchgeführt worden ist; dass nur elektrische Sondierungen und geophysische Untersuchungen durchgeführt worden sind; dass weitere Ermittlungen beantragt worden sind, dass aber keine zusätzliche Sondierung über einen 100 m breiten Streifen der westlichen Grenze des gegenwärtigen Abbaugeländes hinaus durchgeführt worden ist;

In der Erwägung, dass demzufolge genaue Elemente für die Bewertung der Lithologie jenseits von diesem Landstreifen fehlen;»

In der Erwägung, dass seitdem kein neues Argument vorgebracht worden ist; dass aus diesen Gründen die Regierung immer noch nicht beabsichtigt, den Vorschlag des CRAT zu berücksichtigen;

In der Erwägung, dass die zu erwartenden Veränderungen des hydrologischen und hydrogeologischen Systems in Anbetracht der betroffenen Flächen und der notwendigen leichten Absenkung des Grundwassers ermäßigt werden; dass nur eine Zunahme der abpumpbaren Abflusswassermenge erwartet werden kann; dass diese Fragen während der Untersuchung des Antrags auf die für die Inbetriebnahme des Abbaugeländes erforderliche Genehmigung in Betracht kommen werden;

In der Erwägung schließlich, dass der Standort infolge der Bewirtschaftung für die Entwicklung einer gewissen Biodiversität günstig werden könnte;

In der Erwägung, dass übrigens der Ausgleich darin liegt, eine bestehende Lage fest werden zu lassen;

In der Erwägung, dass keine Umweltschränkungen oder menschlichen Einschränkungen im heutigen Stadium der Entwurfsprüfung festgestellt worden sind;

In der Erwägung, dass am Abschluss der Untersuchung der verschiedenen gegenwärtigen Herausforderungen die Regierung sich dafür entscheidet, die Weiterführung der Abbautätigkeiten und die Erhaltung der Beschäftigung an dem Standort vorzuziehen;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt, Raumordnung und Mobilität,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Teiländerung der Karten Nr. 53/4 und 54/1 des Sektorenplans Dinant-Ciney-Rochefort zwecks der Eintragung eines Abbaugeländes und eines Agrargebiets in der Gemeinde Yvoir wird gemäß der beiliegenden Karte endgültig angenommen.

Art. 2 - Die in Anwendung von Artikel 44 des Gesetzbuches verkündigte Umwelterklärung wird dem vorliegenden Erlass als Anlage beigefügt.

Art. 3 - Der Minister für Umwelt, Raumordnung, und Mobilität wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 28. Juni 2012

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

Umwelterklärung über die endgültige Annahme der Revision des Sektorenplans Dinant-Ciney-Rochefort betreffend die Eintragung eines Abbaugeländes und eines Agrargebiets in der Gemeinde Yvoir (Dorinne und Spontin)

Die vorliegende Umwelterklärung ist aufgrund der Vorschriften von Artikel 44 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie ("Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Énergie", CWATUPE) erforderlich. Sie wird dem Erlass der Wallonischen Regierung zur endgültigen Annahme der Teilrevision des Sektorenplans Dinant-Ciney-Rochefort betreffend die Eintragung eines Abbaugeländes und eines Agrargebiets in der Gemeinde Yvoir (Dorinne und Spontin) beigefügt.

Im vorliegenden Text wird zusammengefasst, auf welche Weise die umweltbezogenen Erwägungen in die Revision des Sektorenplans einbezogen worden sind, und wie die Umweltverträglichkeitsprüfung, die Gutachten, die geäußerten Beschwerden und Bemerkungen berücksichtigt worden sind.

Die Gründe für die unter Berücksichtigung der anderen denkbaren vernünftigen Lösungen getroffenen Entscheidungen bezüglich des Sektorenplans, so wie er angenommen worden ist, werden ebenfalls in dieser Erklärung zusammengefasst.

Gegenstand der Revision des Sektorenplans

Die Revision des Sektorenplans Dinant-Ciney-Rochefort besteht in der Eintragung von ungefähr 3,9 ha Grundstücken, die ursprünglich in einem Agrargebiet eingetragen waren, als Abbaugelände, um der SA "Carrières des Nutons" die Fortführung ihrer Produktion von an Seelilien reichem Tournai-Kalkstein, der "petit granit" genannt und die Bestimmung als Baustein, Zierstein und Material für Tiefbau-, Bau- oder Straßenbauarbeiten hat, zu erlauben. Im

Grunde genommen bezweckt sie die Verlegung eines ungünstig gelegenen Abbaugebiets, um die Weiterführung der Bewirtschaftung eines Betriebs zu ermöglichen, für welchen der Grundsatz der Erweiterung schon bei der Verabschiedung des Sektorenplans 1979 angenommen worden war. Das ungünstig gelegene Abbaugebiet soll als Ausgleich dafür in ein Agrargebiet derselben Fläche umgewandelt werden.

Die Revision betrifft also die Eintragung eines ungefähr 3,9 ha großen Abbaugebiets, sowie die Eintragung, als Ausgleich dafür, von ungefähr 3,9 ha Grundstücken als Agrargebiet.

Chronologie der Revision des Sektorenplans

Die Revision des Sektorenplans wurde dem in den Artikeln 42 bis 44 des CWATUPE vorgesehenen Verfahren unterzogen.

Durch Erlass vom 30. November 2006 hat die Regierung beschlossen, den Sektorenplan Dinant-Ciney-Rochefort (Karten 53/4 und 54/1) einer Revision zu unterziehen, und hat den Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans zwecks Eintragung eines Abbaugebiets, eines Agrargebiets und eines Grüngiebts in Yvoir angenommen.

Durch Erlass vom 10. Mai 2007 hat die Regierung beschlossen, eine Umweltverträglichkeitsprüfung über den Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans Dinant-Ciney-Rochefort zwecks der Eintragung eines Abbaugebiets, eines Agrargebiets und eines Grüngiebts auf dem Gebiet der Gemeinde Yvoir durchführen zu lassen.

Die Umweltverträglichkeitsprüfung über den Vorentwurf des Sektorenplans ist durch die gemäß Artikel 42 des Gesetzbuches ordnungsgemäß zugelassene "SA Pissart, Environnement et Architecture" durchgeführt worden. Das abschließende Dokument ist am 10. März 2010 abgegeben worden.

Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. April 2011 nimmt die Teilrevision des Sektorenplans Dinant-Ciney-Rochefort betreffend die Eintragung eines Abbaugebiets und eines Agrargebiets in Yvoir (Dorinne und Spontin) vorläufig an.

Die öffentliche Untersuchung ist vom 10. Oktober 2011 bis zum 23. November 2011 gemäß den Artikeln 4, 43 und 46 des Gesetzbuches organisiert worden. Eine Informationsversammlung hat am 24. Oktober 2011 stattgefunden.

Eine Konzertierungsversammlung hat am 23. November 2011 stattgefunden.

Es wurden zwei Schreiben im Laufe der öffentlichen Untersuchung eingereicht.

Das am 12. Dezember 2011 durch den Beratungsausschuss für Raumordnung und Mobilität Yvoir abgegebene Gutachten ist für den Entwurf günstig.

Das Gutachten des Gemeinderates Yvoir vom 29. Dezember 2011 ist für den Entwurf günstig.

Das Gutachten des Wallonischen Umweltrates für eine nachhaltige Entwicklung vom 26. März 2012 ist günstig.

Das Gutachten des Regionalausschusses für Raumordnung vom 12. April 2012 ist für den Entwurf günstig.

Überlegungen zum Umfeld und zur Umwelt

Der Antrag durch die "SA Carrière des Nutons" betraf die Eintragung von 6 ha Grundstücken, die ursprünglich in einem Agrargebiet eingetragen waren, als Abbaugebiet, auf einer Breite von ungefähr 300 Meter, um ihr die Fortführung ihrer Produktion von "petit granit" zu erlauben. Die ursprünglich vorgeschlagenen Ausgleichsmaßnahmen bestanden in der Umwandlung von Teilen des Abbaugebiets in ein Agrargebiet und in ein Grüngbiet auf einer Fläche, die derjenigen des beanspruchten Abbaugebiets entspricht.

Schließlich betrifft die vorliegende Revision die Eintragung eines ungefähr 3,9 ha großen Abbaugebiets, sowie die Eintragung, als Ausgleich dafür, von 3,9 ha Grundstücken als Agrargebiet.

Die Hauptbesorgnis in dieser Akte betraf das Vorhandensein des Vorkommens auf den durch den Steinbruchbetreiber angestrebten Grundstücken.

Keine Bohrung ist auf den als Erweiterung in der östlichen Verlängerung des heutigen Steinbruchs erforderten Grundstücken durchgeführt worden. Es sind nur elektrische Sondierungen und geophysische Untersuchungen durchgeführt worden. Weitere Ermittlungen wurden beantragt, es ist aber keine zusätzliche Sondierung über einen 100 m breiten Streifen der westlichen Grenze des gegenwärtigen Abbaugebiets hinaus durchgeführt worden. Demzufolge ist darauf geschlossen worden, dass genaue Elemente für die Bewertung der Lithologie jenseits von diesem Landstreifen fehlen.

Durch diese Elemente wird die Tatsache gerechtfertigt, dass die Regierung den mehrmals durch den Regionalausschuss für Raumordnung wiederholten Vorschlag zur Eintragung einer größeren, dem ursprünglichen Antrag entsprechenden Fläche als Abbaugebiet nicht berücksichtigt.

Der ursprüngliche Antrag des Steinbruchbetreibers hätte die Weiterführung der Bewirtschaftung während etwa hundert Jahren ermöglicht. Der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung ist der Ansicht, dass es sich dabei um eine lange Frist handelt, da Bezugsunterlagen im Allgemeinen eine zusätzliche Bewirtschaftungsfrist von 30 Jahren erwähen. In der durch den Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung vorgeschlagenen Variante wird diese Bewirtschaftungsfrist eingehalten, weshalb diese Variante der Weiterführung der Bewirtschaftung nicht schädlich sein könnte.

In der Umweltverträglichkeitsprüfung wird festgestellt, dass der heutige Steinbruch und die Ausgleichsgebiete für den Vorentwurf in dem Umkreis zum Schutze einer entfernten Entnahmestelle von zum Verzehr benutzbarem Wasser, die von VIVAQUA betrieben wird, eingetragen sind. Das als Erweiterung erforderte Abbaugebiet liegt also nicht in diesem Umkreis.

Das Niveau der Grundwasserleitschicht entspricht demjenigen des Grundes des Steinbruchs. Die innerhalb des Steinbruchs vorgenommene Trockenlegung ist nur zur Ableitung des Regenwassers und, während der Periode hohen Grundwassers, zur Absenkung der Grundwasserleitschicht um höchstens einen oder zwei Meter bestimmt. Diese Absenkung bleibt mengenmäßig und zeitlich begrenzt, so dass sie keine Gesamtauswirkung auf die Grundwasserleitschicht mit sich bringt.

Die zu erwartenden Veränderungen des hydrologischen und hydrogeologischen Systems werden in Anbetracht der betroffenen Flächen und der notwendigen leichten Absenkung des Grundwassers ermäßigt. Es kann nur eine Zunahme der abpumpbaren Abflusswassermenge erwartet werden und die Prüfung weist darauf hin, dass es angebracht wäre, auf die etwaigen Auswirkungen dieser Ableitungen auf die Gewässer zu achten. Diese Empfehlungen sollen während der Durchführung des Entwurfs in die Tat umgesetzt werden.

In der Umweltverträglichkeitsprüfung wird behauptet, dass das neue Abbaugebiet von den Höhenlagen des Dorfes Dorinne aus aufgrund einer fehlenden Strauchkulisse entlang des Baches an dieser Stelle sichtbarer wäre. Infolgedessen wird in der Prüfung empfohlen, eine Pufferzone nördlich des neuen Gebiets anzusiedeln. Diese Erwägungen werden in der für die Inbetriebnahme des Gebiets erforderlichen Akte ausgeführt.

In der Prüfung ist keine besondere Belästigung der heutigen und der zukünftigen mit dem Steinbruch verbundenen Verkehrsdichte, kein mit dem Lärm zusammenhängendes Problem und kein besonderer bemerkenswerter oder zu schützender Bestandteil der Flora oder der Fauna auf den betroffenen Geländen festgestellt worden.

In der Prüfung steht auch noch, dass der Standort infolge der Bewirtschaftung für die Entwicklung einer gewissen Biodiversität günstig werden könnte. Der Ausgleich liegt übrigens darin, eine bestehende Lage fest werden zu lassen.

Zusammenfassend schlägt die Plan-Umweltverträglichkeitsprüfung Varianten vor, die darin bestehen:

— dass die Fläche des Abbaugebiets, wie im Vorentwurf vorgeschlagen wurde, durch ihre Begrenzung 150 m westlich des heutigen Abbaugebiets verringert wird, und dass sie zwecks der Schaffung einer Pufferzone nach Norden und nach Süden unter Berücksichtigung der Geologie leicht erweitert wird;

— dass der Umkreis des Agrargebiets durch die Beibehaltung eines Landstreifens als Abbaugebiet leicht geändert wird, um an das neue Abbaugebiet in Anbetracht der geologischen Daten besser angebunden zu werden;

— und, da die auszugleichenden Flächen demzufolge verringert sein werden, dass das Abbaugebiet östlich erhalten wird, anstatt es in ein Grüngelände zu übertragen, mit dem Vorschlag einer zusätzlichen Vorschrift, um seine Wiederherstellung innerhalb einer Frist von 3 bis 10 Jahren zu gewährleisten.

Die Regierung berücksichtigt diesen Vorschlag einer zusätzlichen Vorschrift nicht, da das betroffene Gebiet von dem Steinbruchbetreiber als Lagerort weiter verwendet werden muss. Seine Wiederherstellung wird in der für die Inbetriebnahme des Standorts erforderlichen Genehmigung vorgesehen werden.

Während der öffentlichen Untersuchung bestand die Gesellschaft VIVAQUA darauf, dass die Vorschriften des Erlasses zur Annahme der entfernten Präventivzone der Wasserentnahmestelle von Spontin zu beachten sind, und teilte ihren Wunsch mit, dass eine Reihe von besonderen Schutzmaßnahmen zur Einschränkung der Gefahr einer Verschmutzung des Grundwassers auferlegt werden, die in die künftige, für die Inbetriebnahme des Abbaugebiets erforderliche Genehmigung einzufügen wären. Ihrerseits verlangt die "Association de Défense des Sites et Vallées du namurois", dass außerdem die heutige Aktivität, die gegenwärtigen Leistungen und die heutige Zweckbestimmung des Betriebs – nämlich die Erzeugung von Werksteinen mit baulicher und dekorativer Zweckbestimmung – erhalten werden, dass eine landschaftliche Integration der Erweiterung vorgesehen wird, insbesondere durch die Ansiedlung einer Pufferzone auf der Seite des "Ry d'Août", und dass die Gefahr einer Verschmutzung des Grundwassers und des benachbarten Wasserlaufes eingeschränkt wird. Die Beschwerdeführer erheben also keine Einwände über die Revision des Sektorenplans, sondern äußern lediglich Empfehlungen bezüglich der Inbetriebnahme des Abbaugebiets, die im erforderlichen Genehmigungsverfahren verfeinert werden sollen.

Abschließend wird der verringerte Umkreis, so wie er in den Varianten der Plan-Umweltverträglichkeitsprüfung vorgeschlagen worden ist, durch die Regierung in dem Erlass zur endgültigen Annahme der Revision des Sektorenplans Dinant-Ciney-Rochefort in Betracht gezogen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Juni 2012 zur endgültigen Annahme der Teilrevision des Sektorenplans Dinant-Ciney-Rochefort betreffend die Eintragung eines Abbaugebiets und eines Agrargebiets in der Gemeinde Yvoir (Dorinne und Spontin) als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 28. Juni 2012

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität
Ph. HENRY

Bericht des CRAT bezüglich des Entwurfs zur Revision des Sektorenplans Dinant-Ciney-Rochefort zwecks der Erweiterung des Abbaugebiets des Steinbruchs genannt "Trou des Chats" und zwecks der Eintragung eines Agrargebiets in Dorinne und Spontin (Yvoir)

1. EINLEITUNG

1.1. Einreichung des Antrags und Antwort

— Durch ihr am 22. Februar 2012 eingegangenes Schreiben hat die DGO4 das Gutachten des Regionalausschusses für Raumordnung (CRAT) über den besagten Entwurf beantragt.

— Gemäß Artikel 43, § 4 des CWATUPE bezieht sich das Gutachten des CRAT auf die Akte mit dem Planentwurf, dem ebenfalls die Umweltverträglichkeitsprüfung und die während der öffentlichen Untersuchung erörterten Beanstandungen, Bemerkungen, Protokolle und Stellungnahmen beigefügt sind.

— Der CRAT hat Kenntnis von den gesamten, oben aufgezählten Elementen der Akte genommen und sie analysiert.

1.2. Vorgeschichte

— Am 26. Juli 2007 hat der CRAT ein günstiges Gutachten über den Erlassentwurf und über den Entwurf vom Inhalt der Umweltverträglichkeitsprüfung (Zeichen: 07/CRAT B.3103) abgegeben;

— Am 18. Juli 2008 hat der CRAT Bemerkungen über die erste Phase der Umweltverträglichkeitsprüfung betreffend die Eintragung des Abbaugebiets geäußert und hat sich gegen die Weiterführung der Prüfung ausgesprochen (Zeichen: 08/CRAT A.698-AN).

— Am 26. November 2009 hat der CRAT infolge der durch den Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung vorgenommenen Ergänzungen Bemerkungen über die erste Phase der Umweltverträglichkeitsprüfung betreffend die Eintragung des Abbaugebiets geäußert und hat sich für die Weiterführung der Prüfung ausgesprochen (Zeichen: 09/CRAT A.851-AN);

— Am 20. Mai 2010 hat der CRAT Bemerkungen über die zweite Phase der Umweltverträglichkeitsprüfung betreffend die Eintragung des Abbaugebiets geäußert und hat sich für die Weiterführung des Verfahrens ausgesprochen (Zeichen: 10/CRAT A 609-AN).

1.3. Beschreibung des Entwurfs

Die Regierung hat die Revision des Sektorenplans Dinant-Ciney-Rochefort zwecks der Eintragung folgender Gebiete beschlossen:

— ein 3,8 ha großes Abbaugebiet in der südwestlichen Verlängerung des gegenwärtigen Steinbruchs genannt "Trou des Chats";

— ein 3,8 ha großes Agrargebiet in der südöstlichen Verlängerung des besagten Steinbruchs.

2. BERICHT

2.1. Über das Abbaugebiet

Der CRAT stimmt der Eintragung des Abbaugebiets zu.

Er stellt fest, dass die Eintragung eines Abbaugebiets als Erweiterung des bestehenden Steinbruchs als unerlässlich erscheint, um die Weiterführung der Bewirtschaftung des "Petit Granit" zu gewährleisten.

Er weist übrigens darauf hin, dass diese Erweiterung keine wesentlichen Auswirkungen haben wird, und dass die aus der Untersuchung hervorgehenden Bemerkungen mit der Umweltgenehmigung und nicht mit der vorliegenden Revision des Sektorenplans in Zusammenhang stehen.

Allerdings bedauert der Ausschuss, dass seine Empfehlungen nicht einbezogen wurden, und dass die Gesamtheit der 6 ha, so wie er sie im Vorentwurf vorschlug, nicht als Abbaugebiet eingetragen wurde. Er besteht darauf, dass es Anlass gibt, wenn ein Vorkommen an diesem Ort vorhanden ist, es langfristig zu schützen.

2.2. Über das Agrargebiet

Der CRAT stimmt der Eintragung des als raumplanerischer Ausgleich dienenden Agrargebiets zu.

Er unterstützt den Vorschlag dieses Gebiets als Ausgleich, weil die Geologie des Standorts dem bewirtschafteten Vorkommen nicht entspricht. Angesichts der Sachlage erscheint ihm diese Eintragung als Agrargebiet als zweckmäßig.

P. GOVAERTS,

Vorsitzender

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2012/27105]

28 JUNI 2012. — Besluit van de Waalse Regering waarbij de gedeeltelijke herziening van het gewestplan Dinant-Ciney-Rochefort definitief aangenomen wordt met het oog op de opnemings van een ontginningsgebied en een landbouwgebied te Yvoir (Dorinne en Spontin)

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Erfgoed en Energie, inzonderheid op de artikelen 1, 22, 23, 25, 32, 35, 37 en 42 tot 46;

Gelet op het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan aangenomen door de Waalse Regering op 27 mei 1999;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 januari 1979 tot opstelling van het gewestplan Dinant-Ciney-Rochefort, dat het voorwerp van verschillende wijzigingen heeft uitgemaakt;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot herziening van het gewestplan Dinant-Ciney-Rochefort (bladen 53/4 en 54/1) en tot aanneming van het voorontwerp van herziening van het plan met het oog op de opnemings van een ontginningsgebied, een landbouwgebied en een groengebied te Yvoir;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 10 mei 2007 waarbij beslist wordt een effectenonderzoek te laten doorvoeren met betrekking tot het voorontwerp van herziening van het gewestplan Dinant-Ciney-Rochefort met het oog op de opnemings van een ontginningsgebied, een landbouwgebied en een groengebied op het grondgebied van de gemeente Yvoir;

Gelet op de Waalse gewestelijke beleidsverklaring voorgelegd aan het Waals Parlement op 16 juli 2009;

Gelet op het effectenonderzoek betreffende het voorontwerp van gewestplan uitgevoerd door de « SA Pissart, Environnement et Architecture », behoorlijk erkend overeenkomstig artikel 42 van het Wetboek; overwegende dat het einddocument van het onderzoek werd neergelegd op 10 maart 2010;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 7 april 2011 waarbij de gedeeltelijke herziening van het gewestplan Dinant-Ciney-Rochefort tijdelijk aangenomen wordt met het oog op de opnemings van een ontginningsgebied en een landbouwgebied te Yvoir (Dorinne en Spontin).

Overwegende dat het openbaar onderzoek georganiseerd werd van 10 oktober 2011 tot 23 november 2011 overeenkomstig de artikelen 4, 43 en 46 van het Wetboek; dat een informatievergadering belegd werd op 24 oktober 2011;

Gelet op de bezwaren en opmerkingen ingediend tijdens het openbaar onderzoek;

Gelet op de notulen van de overlegvergadering die op 23 november 2011 gehouden werd;

Gelet op het gunstig advies van de « Commission consultative d'Aménagement du Territoire et de Mobilité » (Adviescommissie Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit) van Yvoir, gegeven op 12 december 2011;

Gelet op het gunstig advies van de gemeenteraad van Yvoir van 29 december 2011;

Gelet op het gunstig advies van de « Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable » (Waalse milieuraad voor Duurzame Ontwikkeling), gegeven op 26 maart 2012;

Gelet op het gunstig advies van de « Commission régionale d'Aménagement du Territoire » (Gewestelijke Commissie Ruimtelijke Ordening) van 12 april 2012;

Gelet op de bezwaren en opmerkingen uitgebracht tijdens het openbaar onderzoek door :

— VIVAQUA SCRL, Wolstraat, 70, 1000 Brussel

— L'Association pour la Défense des Sites et Vallées du namurois (ADSVN) ASBL, rue Nanon 98, 5000 Namur;

Overwegende dat die brieven zich niet verzetten tegen de herziening van het gewestplan en enkel aanbevelingen geven die in aanmerking genomen moeten worden bij de indiening en het onderzoek van de latere vergunningsaanvraag, en voorwaarden stellen waaraan voldaan moet worden bij de eventuele afgifte van de vergunning ten einde de huidige activiteit en tonnages alsmede de huidige finaliteit van de exploitatie te behouden - namelijk de productie van natuursteen voor architecturale en decoratieve doeleinden, voorzien in een landschappelijke integratie van de uitbreiding, o.a. door de vestiging van een bufferzone in de buurt van de Ry d'Août, en het gevaar voor verontreiniging van de grondwateren en de naburige waterloop beperken;

Overwegende dat de « CWEDD » bovendien erop aandringt dat na de exploitatie in een herinrichtingsplan voorzien wordt, met name op het gedeelte dat in het voorontwerp van gewestplan aanvankelijk als groengebied bestemd was, en dat een oplossing gevonden moet worden voor de toegang tot een landbouwperceel dat ingesloten zou zijn;

Gelet op de door de « CRAT » uitgedrukte wens om de in het voorontwerp van gewestplan overwogen opnemings van 6 hectaren als ontginningsgebied te behouden;

Overwegende dat de Waalse Regering van plan is volgend antwoord te geven op die bezwaren en opmerkingen :

Gelet op de kleine oppervlakte van het gebied dat het voorwerp van deze herziening is; dat de steenhouwer niet de bedoeling heeft om de huidige finaliteit van de exploitatie te wijzigen en dat, voor het overige, voorwaarden in de eenmalige vergunning gesteld kunnen worden om een ambachtelijke exploitatie van de vindplaats te waarborgen;

Overwegende dat het planeffectonderzoek erop wijst dat het nieuwe ontginningsgebied daadwerkelijk zichtbaarder zou zijn vanaf de heuvels van het dorp Dorinne wegens het gebrek aan een dicht struikgordijn langs de beek op die plek; dat het onderzoek aanbeveelt dat daar een bufferzone aangelegd wordt; dat dat probleem onder de eenmalige vergunning valt en in dat kader onderzocht zal worden; dat door de Waalse Regering opgestelde bomenlijsten al overgemaakt werden aan de steenhouwer, die van plan is zijn dossier te configureren door te voorzien in het gebruik van de aanbevolen plantensoorten;

Overwegende dat de door de « CWEDD » gestelde vraag i.v.m. het herinrichtingsplan - met name op het gedeelte voorzien als groengebied in het voorontwerp van plan - een antwoord gevonden heeft in het ontwerp van gewestplan voor zover de Regering gekozen heeft voor het voorstel van de auteur van het onderzoek om dat gedeelte van de locatie als ontginningsgebied te behouden en niet als groengebied op te nemen, waardoor de goedkeuringsprocedure versneld zou kunnen worden om de herinrichting te garanderen;

Overwegende dat de in het effectonderzoek voorgestelde bijkomende verjaring, namelijk een termijn van 3 tot 10 jaar voor de herinrichting van genoemd gebied, niet relevant lijkt aangezien dat gebied als opslagplaats zou dienen voor alle voorraden zolang de exploitatie duurt; dat dat voorstel derhalve niet aangehouden werd in het aan onderzoek onderworpen ontwerp van gewestplan; dat de Regering niet van plan is om dat standpunt te herzien;

Overwegende dat de opmerking van de « CWEDD » betreffende de insluiting van een landbouwperceel een gedeeltelijk antwoord vindt in het besluit tot aanneming van het ontwerp van gewestplan voor zover de Regering gekozen heeft voor het in het effectonderzoek bedoelde alternatief waardoor een insluiting van percelen voorkomen kan worden; dat voor het overige een oplossing door de steenhouwer voorgelegd zal worden;

Overwegende dat de opmerking van de « CRAT » betreffende de beperkte oppervlakte van het door gewestplanherziening opgenomen ontginningsgebied het voorwerp heeft uitgemaakt van volgende rechtvaardiging in het besluit van de Waalse Regering van 7 april 2011 tot aanneming van het ontwerp van gewestplan :

« Overwegende dat geen boring werd uitgevoerd in de terreinen gevraagd als uitbreiding in de westelijke verlenging van de huidige groeve; dat enkel elektrische peilingen en geofysische prospecties uitgevoerd werden; dat bijkomende onderzoeken gevraagd werden maar dat geen bijkomende peiling uitgevoerd werd verder dan een strook van 100 m van de westelijke grens van het huidige ontginningsgebied;

Gelet derhalve op het gebrek aan nauwkeurige gegevens op grond waarvan de lithologie verder dan die strook terreinen gekwalificeerd kan worden;”

Overwegende dat sindsdien geen enkel nieuw argument overgelegd werd; dat de Regering om die redenen nog steeds niet van plan is om het voorstel van de « CRAT » aan te houden;

Overwegende dat de te verwachten wijzigingen in het hydrologische en hydrogeologische stelsel beperkt zijn rekening houdend met betrokken oppervlakten en met de onbeduidende verlaging van de nodige grondwaterstand; dat enkel een toename van het op te pompen afvloeiend water verwacht kan worden; dat die vraagstukken onderzocht zullen worden bij de behandeling van de aanvraag van de vergunning die vereist wordt om het ontginningsgebied tot stand te brengen;

Overwegende tot slot dat de locatie na exploitatie geschikt zou kunnen zijn voor de ontwikkeling van een bepaalde biodiversiteit;

Ovewegende anderzijds dat de compensatie de huidige toestand alleen maar zal in standhouden;

Ovewegende dat geen noemenswaardige menselijke of milieuverplichting aan het licht gesteld werd in deze fase van het onderzoek van het ontwerp;

Overwegende dat de Regering na afloop van het onderzoek van de verschillende belangen ervoor kiest de ontginningsactiviteit voort te zetten en de tewerkstelling op de locatie te behouden;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Besluit :

Artikel 1. De gedeeltelijke herziening van de bladen nr. 53/4 en 54/1 van het gewestplan Dinant-Ciney-Rochefort met het oog op de opnemings van een ontginningsgebied en een landbouwgebied op het grondgebied van de gemeente Yvoir wordt definitief aangenomen overeenkomstig bijgaande kaart.

Art. 2. De overeenkomstig artikel 44 van het Wetboek overgelegde milieuverklaring wordt bij dit besluit gevoegd.

Art. 3. De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit is belast met de uitvoering van dit besluit. Namen, 28 juni 2012.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

Milieuverklaring betreffende de definitieve aanneming van de herziening van het gewestplan Dinant-Ciney-Rochefort met het oog op de opnemings van een ontginningsgebied en een landbouwgebied op het grondgebied van de gemeente Yvoir (Dorinne en Spontin)

Deze milieuverklaring wordt vereist krachtens het voorschrift van artikel 44 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Erfgoed en Energie (CWATUPE). Ze gaat bij het besluit van de Waalse Regering waarbij de gedeeltelijke herziening van het gewestplan Dinant-Ciney-Rochefort definitief aangenomen wordt met het oog op de opnemings van een ontginningsgebied en een landbouwgebied op het grondgebied van de gemeente Yvoir (Dorinne en Spontin).

Deze tekst is een samenvatting van de wijze waarop de milieuoverwegingen opgenomen werden in de herziening van het gewestplan en waarop het effectonderzoek, de adviezen, bezwaren en opmerkingen in aanmerking genomen werden.

De verklaring is ook een samenvatting van de redenen van de keuze van het plan zoals aangenomen, rekening houdend met de andere verstandige oplossingen die overwogen kunnen worden.

Doel van de herziening van het gewestplan

De herziening van het gewestplan Dinant-Ciney-Rochefort beoogt de opnemings-, op aanvankelijk als landbouwgebied bestemde terreinen, van ongeveer 3,9 hectaren ontginningsgebied om de « SA Carrières des Nutons » in staat te stellen haar kalkproductie « Tournaisien supérieur » voort te zetten die bijzonder rijk is aan zeelelie - kleine graniet genoemd -, bestemd voor bouwsteen, sierrots en materiaal voor burgerlijke bouwkunde. Ze beoogt in feite de verplaatsing van een slecht gevestigd ontginningsgebied om de voortzetting van de exploitatie van een onderneming mogelijk te maken waarvan het uitbreidingsbeginsel verworven was sinds de aanneming van het gewestplan in 1979. Het slecht gevestigd ontginningsgebied zou als compensatie omgezet worden in een landbouwgebied met dezelfde oppervlakte.

De herziening heeft aldus betrekking op de opnemings- van een ontginningsgebied van $\pm 3,9$ ha alsmede op de opnemings- van $\pm 3,9$ ha landbouwgebied als compensatie.

Chronologie van de herziening van het gewestplan

De herziening van het gewestplan werd onderworpen aan de procedure bepaald bij de artikelen 42 tot 44 van het « CWATUPE ».

De Regering heeft bij besluit van 30 november 2006 besloten tot de herziening van het gewestplan Dinant-Ciney-Rochefort (bladen 53/4 en 54/1) en tot de aanneming van het voorontwerp van herziening van het plan met het oog op de opnemings- van een ontginningsgebied, een landbouwgebied en een groengebied te Yvoir.

De Regering heeft bij besluit van 10 mei 2007 besloten om het voorontwerp van herziening van het gewestplan Dinant-Ciney-Rochefort met het oog op de opnemings- van een ontginningsgebied, een landbouwgebied en een groengebied op het grondgebied van de gemeente Yvoir aan een effectonderzoek te onderwerpen.

Het effectonderzoek betreffende het voorontwerp van gewestplan werd uitgevoerd door de « SA Pissart, Environnement et Architecture », behoorlijk erkend overeenkomstig artikel 42 van het Wetboek. Het einddocument van het onderzoek werd op 10 maart 2010 ingediend.

De gedeeltelijke herziening van het gewestplan Dinant-Ciney-Rochefort met het oog op de opnemings- van een ontginningsgebied en een landbouwgebied te Yvoir (Dorinne en Spontin) wordt tijdelijk aangenomen bij besluit van de Waalse Regering van 7 april 2011.

Het openbaar onderzoek werd tussen 10 oktober 2011 en 23 november 2011 georganiseerd overeenkomstig de artikelen 4, 43 en 46 van het Wetboek. Op 24 oktober 2011 werd een informatievergadering gehouden.

Op 23 november 2011 werd een overlegvergadering gehouden.

Tijdens het openbaar onderzoek werden twee brieven toegestuurd.

Het advies van de « Commission consultative d'Aménagement du Territoire et de Mobilité » van Yvoir van 12 december 2011 is het ontwerp gunstig gezind.

Het advies van de gemeenteraad van Yvoir van 29 december 2011 is het ontwerp gunstig gezind.

Het advies van de « Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable » (Waalse Milieuraad voor Duurzame Ontwikkeling) van 26 maart 2012 is gunstig.

Het advies van de « Commission régionale d'Aménagement du Territoire » van 12 april 2012 is het ontwerp gunstig gezind.

Milieuoverwegingen

Het verzoek van de « SA Carrières des Nutons » had betrekking op de opnemings- op aanvankelijk als landbouwgebied bestemde terreinen -, van 6 hectaren ontginningsgebied, over een breedte van ongeveer 300 meter, opdat ze haar productie van kleine graniet zou kunnen voortzetten. De aanvankelijk voorgestelde compensaties bestonden in de omzetting van ontginningsgebiedgedeelten in landbouw- en groengebied, voor een oppervlakte gelijk aan die van het aangevraagde ontginningsgebied;

Deze herziening betreft uiteindelijk de opnemings- van een ontginningsgebied van $\pm 3,9$ ha alsmede de opnemings- van $\pm 3,9$ ha landbouwgebied als compensatie.

Het voornaamste knelpunt in dit dossier was de aanwezigheid van de afzetting in de door de steenhouwer beeerde gronden.

Er werd immers geen boring verricht in de gronden gevraagd als uitbreiding in de westelijke verlenging van de huidige groeve. Er werden enkel elektrische peilingen en geofysische prospecties uitgevoerd. De steenhouwer werd verzocht om bijkomende onderzoeken maar verder dan een strook van 100 m van de westelijke grens van het huidige ontginningsgebied werd geen bijkomend onderzoek gedaan. Daaruit werd derhalve afgeleid dat er geen nauwkeurige gegevens bestaan op grond waarvan de lithologie verder dan die strook terreinen gekwalificeerd kan worden.

Die elementen motiveren het feit dat de Regering het terugkerende voorstel van de « Commission régionale d'Aménagement du Territoire » niet aanhoudt, namelijk de opnemings- van een ruimere oppervlakte ontginningsgebied, in overeenstemming met de aanvankelijke aanvraag.

De aanvankelijke aanvraag van de steenhouwer zou de voortzetting van de exploitatie gedurende een honderdtal jaren mogelijk gemaakt hebben. De auteur van het effectonderzoek acht die termijn te lang, daar de referentiedocumenten doorgaans rekening houden met een bijkomende exploitatietermijn van 30 jaar. De in het effectonderzoek voorgedragen variant houdt zich aan die exploitatieduur en zou de voortzetting dan ook niet op het spel zetten.

Het effectonderzoek wijst erop dat de huidige groeve en de compensatiegebieden van het voorontwerp opgenomen zijn in de preventieomtrek verwijderd van een door VIVAQUA geëxploiteerde winning voor voedingsdoelinden. Het als uitbreiding aangevraagde ontginningsgebied is dus niet opgenomen in die omtrek.

Het niveau van het grondwater stemt overeen met de bodem van de groeve. De door de groeve verrichte bemaling dient enkel voor de afvoer van het regenwater en, tijdens de periode van hoge waterstand, voor de verlaging van het grondwater over één of twee meter maximum. Die verlaging blijft voldoende beperkt in hoeveelheid en in tijd om geen globale weerslag op het grondwater te genereren.

De te verwachten wijzigingen van het hydrologische en hydrogeologische stelsel zijn beperkt, rekening houdend met de betrokken kleine oppervlakten en de onbeduidende verlaging van het nodige grondwater. Er kan slechts een vermeerdering van de hoeveelheid op te pompen afvloeiingswater verwacht worden en het onderzoek wijst erop dat er gelet zou moeten worden op de eventuele gevolgen van die lozingen voor het aquatische milieu. Deze aanbevelingen worden geconcretiseerd bij de tenuitvoerlegging van het ontwerp.

Het effectonderzoek acht dat het nieuwe ontginningsgebied zichtbaarder zou zijn vanaf de heuvels van het dorp Dorinne wegens het gebrek aan een dicht struikgordijn langs de beek op die plek. Bijgevolg wordt de aanleg van een bufferzone ten noorden van het nieuwe gebied aanbevolen. Deze overwegingen worden opgenomen in het dossier dat nodig is voor de aanleg van het gebied.

Uit het onderzoek blijkt dat het huidige en toekomstige vervoer i.v.m. de groeve geen buitengewone hinder veroorzaakt, dat er geen geluidshinder is en dat geen bijzonder merkwaardig of te beschermen flora- of fauna-element op de betrokken terreinen te bespeuren valt.

Het onderzoek wijst er verder op dat de locatie na exploitatie geschikt zou kunnen zijn voor de ontwikkeling van een bepaalde biodiversiteit. De compensatie dient voor het overige om een bestaande toestand te behouden.

Het planeffectonderzoek stelt in grote lijnen volgende varianten voor :

— de in het voorontwerp voorgestelde beperking van de oppervlakte van het ontginningsgebied tot ongeveer 150 m ten westen van het huidige ontginningsgebied alsmede de kleine uitbreiding noordwaarts en zuidwaarts naar gelang van de geologie en met het oog op de aanleg van een bufferzone,

— de lichte wijziging van de omtrek van het landbouwgebied door het behoud van een strook terreinen als ontginningsgebied om beter aan te sluiten op het nieuwe ontginningsgebied, rekening houden met de geologische gegevens

— en, aangezien de te compenseren oppervlakten bijgevolg beperkt worden, het behoud van het ontginningsgebied oostwaarts eerder dan de omzetting ervan in groengebied, met een voorstel van bijkomende verjaring ten einde de herinrichting ervan binnen een termijn van 3 tot 10 jaar te waarborgen;

De Regering houdt dat voorstel van bijkomende verjaring niet aan daar bedoeld gebied verder als opslagzone gebruikt moet worden door de steenhouwer. De herinrichting ervan zal voorzien worden in de vergunning vereist voor de aanleg van de locatie.

Tijdens het openbaar onderzoek heeft de vennootschap VIVAQUA aangedrongen op de naleving van het voorschrift van het besluit tot aanneming van het preventiegebied verwijderd van de winning van Spontin en de wens uitgedrukt dat een reeks bijzondere beschermingsmaatregelen opgelegd worden ter beperking van het gevaar voor verontreiniging van de grondwateren en dat die maatregelen opgenomen worden in de toekomstige vergunning vereist voor de aanleg van het ontginningsgebied. De « Association de Défense des Sites et Vallées du namurois » verzoekt bovendien om het behoud van de huidige activiteit en tonnages en van de huidige finaliteit van de exploitatie - namelijk de productie van natuursteen voor architecturale en decoratieve doeleinden -, om de landschappelijke integratie van de uitbreiding - o.a. door de vestiging van een bufferzone in de buurt van de Ry d'Août - en om de beperking van het gevaar voor verontreiniging van de grondwateren en van de naburige waterloop. De reclamanten hebben geen bezwaar tegen de herziening van het gewestplan en formuleren alleen maar aanbevelingen m.b.t. de aanleg van het ontginningsgebied die nader bepaald zullen worden in de procedure betreffende de vereiste vergunning.

Kortom, het is de beperkte omtrek die in de varianten van het planeffectonderzoek voorgesteld wordt die door de Regering aangehouden wordt in het besluit tot definitieve aanneming van het gewestplan Dinant-Ciney-Rochefort.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 28 juni 2012 waarbij de gedeeltelijke herziening van het gewestplan Dinant-Ciney-Rochefort definitief aangenomen wordt met het oog op de opnemings van een ontginningsgebied en een landbouwgebied te Yvoir (Dorinne en Spontin).

Namen, 28 juni 2012.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

12 april 2012

Advies van de « CRAT » betreffende het ontwerp van herziening van het gewestplan Dinant-Ciney-Rochefort met het oog op de uitbreiding van het ontginningsgebied van de groeve « Trou des Chats » en op de opnemings van een landbouwgebied te Dorinne en Spontin (YVOIR)

1. INLEIDING

1.1. Aanhangigmaking en antwoord

— In zijn schrijven van 22 februari 2012 verzoekt het « DGO4 » om het advies van de « Commission régionale d'Aménagement du Territoire (CRAT) » over genoemd ontwerp.

— Overeenkomstig artikel 43, § 4, van het « CWATUPE » slaat het advies van de « CRAT » op het dossier bevattende het planontwerp, het effectonderzoek en de bezwaren, opmerkingen, notulen en adviezen uitgebracht tijdens het openbaar onderzoek.

— De « CRAT » heeft daarvan kennis genomen en het geheel van de bovenvermelde elementen van het dossier onderzocht.

1.2. Achtergrond

— Op 26 juli 2007 heeft de « CRAT » een gunstig advies uitgebracht over het ontwerp van besluit en het ontwerp van de inhoud van het effectonderzoek (Ref. : 07/CRAT B.3103);

— Op 18 juli 2008 heeft de « CRAT » opmerkingen geformuleerd i.v.m. de eerste fase van het effectonderzoek betreffende de opnemings van het ontginningsgebied en verklaard tegen de voortzetting van het onderzoek (Ref. 08/CRAT A.698-AN) te zijn;

— Op 26 november 2009 heeft de « CRAT » opmerkingen geformuleerd i.v.m. de eerste fase van het effectonderzoek betreffende de opneming van het ontginningsgebied nadat de auteur van het onderzoek bijkomende gegevens had verstrekt en heeft ze verklaard dat ze de voortzetting van het onderzoek (Ref. 09/CRAT A.851-AN) gunstig gezind was;

— Op 20 mei 2010 heeft de « CRAT » opmerkingen geformuleerd i.v.m. de 2e fase van het effectonderzoek betreffende de opneming van het ontginningsgebied en heeft ze verklaard dat ze de voortzetting van de procedure (Ref. : 10/CRAT A.609-AN) gunstig gezind was.

1.3. Omschrijving van het ontwerp

De Waalse Regering heeft besloten tot de herziening van het gewestplan Dinant-Ciney-Rochefort met het oog op de opneming van :

- een ontginningsgebied van 3,8 ha in de zuidwestelijke verlenging van de huidige groeve « Trou des Chats »;
- een landbouwgebied van 3,8 ha in de zuidoostelijke verlenging van genoemde groeve.

2. ADVIES

2.1. Wat het ontginningsgebied betreft

De « CRAT » is de opneming van het ontginningsgebied gunstig gezind.

Ze stelt vast dat de opneming van een ontginningsgebied ter uitbreiding van de bestaande groeve noodzakelijk lijkt om de voortzetting van de exploitatie van kleine graniet te garanderen.

Ze wijst er anderzijds op dat die uitbreiding weinig weerslag zal hebben en dat de opmerkingen uit het onderzoek betrekking hebben op de milieuvergunning en niet op deze herziening van het gewestplan.

De Commissie betreurt desalniettemin dat haar aanbevelingen niet opgenomen werden en dat het geheel van de 6 hectaren zoals voorgesteld in het voorontwerp niet als ontginningsgebied opgenomen werden. Ze beweert dat, mocht er een afzetting op die plek zijn, zij op lange termijn beschermd moet worden.

2.2. Wat het landbouwgebied betreft

De « CRAT » is de opneming van het landbouwgebied als planologische compensatie gunstig gezind.

Ze ondersteunt het als compensatie voorgestelde gebied daar de geologie van de locatie niet strookt met de geëxploiteerde afzetting. Gelet op de feitelijke toestand acht ze de bestemming ervan als landbouwgebied geschikt.

P. GOVAERTS,
Voorzitter

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2012/204419]

Environnement

Un arrêté ministériel du 24 juin 2012 agréé, pour une durée de cinq ans prenant cours le 24 juin 2012, la « NV E. De Kock », en qualité de collecteur et de transporteur de déchets dangereux.

Un arrêté ministériel du 28 juin 2012 agréé, pour une durée de cinq ans prenant cours le 28 juin 2012, la SCRL FS La Ressourcerie de la Dyle, en qualité d'association sans but lucratif active dans le secteur de la réutilisation.

Un arrêté ministériel du 9 juillet 2012 agréé, pour une durée de cinq ans prenant cours le 9 juillet 2012, l'ASBL La Poudrière, en qualité de collecteur et de transporteur de déchets dangereux.

Un arrêté ministériel du 10 juillet 2012 agréé, pour une durée de cinq ans prenant cours le 10 juillet 2012, la SA All Clean Environnement, en qualité de collecteur et de transporteur de déchets dangereux et d'huiles usagées.

Un arrêté ministériel du 10 juillet 2012 agréé, pour une durée de trois ans prenant cours le 10 juillet 2012, la SA WC 2000, en qualité de collecteur et de transporteur de déchets dangereux.

Un arrêté ministériel du 10 juillet 2012 agréé, pour une durée de trois ans prenant cours le 10 juillet 2012, la « BVBA Dumotrans », en qualité de transporteur de déchets dangereux, d'huiles usagées et de PCB/PCT.

Un arrêté ministériel du 10 juillet 2012 qui entre en vigueur le 10 juillet 2012, refuse l'agrément en qualité de transporteur de déchets dangereux sollicité par la « BVBA DBT Bulkvervoer ».

Un arrêté ministériel du 10 juillet 2012 agréé, pour une durée de cinq ans prenant cours le 10 juillet 2012, la « NV Destrans », en qualité de transporteur de déchets dangereux.